

Burundi : les «contributions volontaires» pour les élections font polémique

RFI, 13-07-2018. Dans un pays pauvre, la population burundaise va devoir mettre la main à la poche pour financer les élections. Au Burundi, après les fonctionnaires et autres professions libérales, c'est au tour des simples paysans de commencer à contribuer pour les élections de 2020, où le pouvoir est bien décidé à ne plus dépendre de l'aide internationale dans ce domaine.

Cette fois, c'est chaque ménage, avec ou sans revenus fixes, qui est appelé à payer 2 000 FBU par an. Les étudiants et les élèves du secondaire qui auront 18 ans en 2020 doivent payer eux la somme de 1 000 FBU par an. Une ONG locale et des syndicats dénoncent un pouvoir qui «suce» les citoyens jusqu'à la moelle alors qu'ils croulent déjà sous de nombreuses autres taxes et contributions. Le gouvernement assure qu'il s'agit de cotisations «volontaires». Selon l'Olucome, une organisation de lutte contre la corruption, l'économie du Burundi a été totalement sinistrée par la crise qu'il traverse depuis trois ans, et la population en paie le prix fort. 65% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et un Burundais sur trois aura besoin d'une aide humanitaire d'urgence en 2018, selon les chiffres du gouvernement et le système des Nations unies. Le président de l'Olucome Gabriel Rufyiri trouve donc «aberrant» de forcer ces mêmes populations à contribuer aux élections. «C'est pour racketter la population qui croupit dans une misère sans nom. L'Olucome demande au gouvernement du Burundi de revenir à la raison et de prévoir d'abord des projets de développement, sinon c'est vraiment continuer à sucer une population déjà misérable», estime Gabriel Rufyiri. L'Olucome et des syndicats dénoncent également le fait qu'une même personne est souvent forcée de contribuer sous plusieurs casquettes. Fonctionnaire, chef de ménage ou encore cadre d'un ministère. La réaction du gouvernement burundais est ferme. Le n°2 du ministère de l'Intérieur et de la formation patriotique estime que l'Olucome ne sait pas de quoi elle parle. «Ça, c'est le langage de Gabriel Rufyiri qui se trouve à l'étranger, qui ne vit pas au Burundi. Les Burundais mangent à leur faim, ils plantent, ils récoltent, mangent. Je vous dis qu'ils vivent dans les mêmes conditions que les autres pays. Et c'est d'ailleurs sur leur demande qu'ils ont fait des contributions et, dans tous les cas, le peuple burundais doit répondre aux devoirs qu'exige la Constitution de la République», explique Thérèse Ntahiraja. Le pouvoir burundais a collecté jusqu'ici environ le quart des 82 millions d'euros nécessaires à l'organisation des élections de 2020.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});